

A propos du questionnaire proposé par Bruno Latour

samedi 9 mai 2020, par [Jean-François COLLIN](#)

A propos du questionnaire proposé par Bruno Latour

Il fut beaucoup question d'un article de Bruno Latour, publié par AOC le 30 mars dernier, par lequel il nous invitait, en reprenant les propos du Président de république sur les gestes barrières, à « imaginer les gestes-barrières contre le retour de la production d'avant crise » et à devenir « d'efficaces interrupteurs de globalisation ». Ce programme m'enthousiasmait et je m'étais promis de remplir dès que possible le questionnaire qui concluait l'article, espérant qu'il m'aiderait à préciser ma conception d'un monde dé-globalisé.

J'ai rempli le questionnaire mais je ne suis pas parvenu à ce résultat et je vais essayer d'expliquer pourquoi.

Bruno Latour nous invite d'abord à dire quelles sont les activités aujourd'hui suspendues dont nous aimerions qu'elles ne recommencent pas. Comme la question porte sur « **les** activités suspendues » et non sur « **nos** activités suspendues », elle nous conduit à réfléchir à la fois à la dimension collective du confinement - les arrêts d'activités à l'échelle du pays - et à sa dimension individuelle - ce que nous avons cessé de faire en restant chez nous.

La chute de 32% en mars et avril du PIB français s'explique par l'effondrement du secteur de la construction (baisse de 79% de l'activité), de l'industrie (-39%), des services (-38% en particulier l'hôtellerie-restauration, le commerce, les transports et l'entreposage, les activités scientifiques et techniques ; en revanche les secteurs « finance-assurance » et « activités immobilières » n'enregistrent aucune baisse d'activité) ; l'agriculture et de la pêche enfin perd -13% d'activité.

Un regard plus personnel sur les deux mois qui viennent de s'écouler me conduit à établir la liste suivante des activités que j'ai abandonnées en raison du confinement :

- la fréquentation des bars, des restaurants ou des distributeurs automatiques de sandwiches de mon lieu de travail pour m'alimenter lorsque je me rendais au bureau ;
- les déplacements hors du territoire de ma commune ;
- les visites ou l'accueil de mes proches ;
- le recours à une femme de ménage au profit de l'exercice personnel de ces tâches ;
- la fréquentation des librairies, cinémas, salles de concert et théâtres.
- J'ai aussi modifié la façon dont je réalisais mes achats (recours aux achats par internet et abandon des marchés au profit du supermarché), mais mon volume de consommation de biens alimentaires et autres produits d'entretien n'a pas fondamentalement changé.

En résumé, l'effondrement de l'économie a restreint mon accès à certains biens et services culturels, limité mes relations avec les autres, et orienté défavorablement mes modes de consommation vers internet et les supermarchés au détriment des produits de qualité offerts directement ou par des circuits courts de distribution.

J'en tire deux conclusions provisoires. La première c'est qu'entre l'arrêt des activités du pays et les modifications de mon comportement individuel, il n'y a qu'un recoupement très partiel. La seconde, c'est que je ne souhaite pas conserver grand-chose de ce qui a changé dans mon mode de vie après la crise.

Quant au pays, l'arrêt de l'activité est une menace terrible et non une chance.

L'arrêt prolongé de la construction n'est ni possible ni souhaitable. Nous manquons de logements, la qualité des logements existants doit être améliorée, notamment leur isolation thermique. L'amélioration de la qualité de vie de centaines de milliers de gens en dépend, ainsi que la réduction du gaspillage énergétique. Bien sûr, j'aimerais que nous relançons l'activité du BTP sans construire de nouveaux centres commerciaux inutiles, sans défigurer encore plus nos périphéries urbaines, en réfléchissant à un urbanisme plus humain et capable de nous protéger des fléaux contemporains. Malheureusement, les modes de consommation favorisés par le confinement ne nous engagent pas du tout dans cette direction.

L'industrie était déjà mal en point. Elle le sera encore plus après cette crise. Certains secteurs devront être progressivement reconvertis, par exemple les activités pétrolières, à mesure que d'autres moyens de mobilité permettront de remplacer les voitures individuelles à moteurs thermiques pour les personnes et les camions pour les marchandises. Mais cette transition demandera au moins 10 ans. Dans le même temps, la pandémie a révélé l'état de dépendance dramatique dans lequel nous nous trouvons et devrait nous avoir convaincus que nous devrions redévelopper la fabrication en France de médicaments, de tests, de masques, de produits agricoles et agroalimentaires et de beaucoup d'autres choses indispensables à notre sécurité collective et à l'exercice de notre souveraineté. Bien sûr il faudra veiller à ce que le développement de ces activités soit aussi économe de ressources que possible, mais quoi que nous fassions, un surcroît d'activité n'ira pas sans une consommation additionnelle d'énergie et de matières premières résultant de la « renationalisation » de pollutions que nous avons délocalisées massivement depuis des années dans des pays où l'absence de droits sociaux garantit le faible coût du travail.

Le tourisme de masse est insoutenable. Le gouvernement français souhaitait attirer 100 millions de touristes étrangers dans notre pays. Cet objectif ne sera sans doute pas atteint de sitôt et c'est une bonne chose. Mais l'arrêt complet de l'activité touristique aurait des conséquences dramatiques pour des dizaines de milliers de nos concitoyens. Elle est dans beaucoup de territoires français la seule activité qui reste et elle reprendra après la crise pour que des gens puissent continuer à en vivre et pour que d'autres puissent profiter des richesses naturelles et patrimoniales offertes par la France. Il faudra beaucoup de doigté pour favoriser un tourisme plus durable sans enlever la possibilité aux moins riches de prendre des vacances et de se déplacer, alors que la moitié des ménages ne partait déjà pas en vacances.

La question suivante pose des problèmes encore plus redoutables puisqu'elle nous invite à décrire a) en quoi les activités suspendues nous apparaissent comme nuisibles/superflues/dangereuses/incohérentes, b) en quoi leur disparition/ mise en veilleuse/ substitution rendrait d'autres activités que nous favorisons plus faciles/ plus cohérentes ?

La question me fait revenir sur des deux seuls renoncements personnels liés au confinement que je juge positivement :

- ne plus fréquenter quotidiennement les transports en commun me fait gagner du temps sans que mon travail en souffre trop à court terme. La multiplication des déplacements professionnels oblige la collectivité à construire des réseaux de transport complexes, chers et polluants. La réduction durable du nombre de ces déplacements permettrait de limiter les travaux d'agrandissement des réseaux (les projets du Grand Paris par exemple), dispenserait de les rendre plus denses qu'ils ne le sont et permettrait d'en réduire l'impact sur un environnement urbain déjà très mal en point.
- Le fait de ne plus me rendre au bureau me permet d'organiser différemment mon travail. Mais le télétravail ne donnera plus de liberté aux salariés que si le travail lui-même est repensé, ce qui n'est pas le cas. Si l'on fait le même travail qu'avant à distance, les difficultés de l'éloignement s'ajoutent aux lourdeurs habituelles des organisations. Au bout du compte, le temps gagné en déplacements évités et en réunions moins nombreuses et plus courtes, est perdu en recherche d'informations, dispersion, et perte d'efficacité.

Je n'évoque pas les activités qu'il ne faudrait pas reprendre après le confinement, comme la question m'y invitait, car la plupart d'entre elles doivent reprendre, me semble-t-il, pour répondre à des besoins collectifs indispensables, même si elles doivent être orientées différemment. Je ne désigne pas non plus les victimes de mes choix individuels, comme j'y suis invité ; elles ne sont d'ailleurs pas très nombreuses

car j'ai renoncé à peu de choses et je souhaite que mes renoncements ne soient que temporaires.

La question suivante me rappelle que je ne suis pas allé dans la bonne direction : Quelles mesures préconisez-vous pour que les ouvriers/ employés/ agents/ entrepreneurs qui ne pourront plus continuer dans les activités que vous supprimez se voient faciliter la transition vers d'autres activités ?

On a beaucoup dit que la crise avait redessiné la carte des emplois essentiels et de ceux qui l'étaient moins. L'affaire est entendue : sont essentiels les médecins, les infirmières et infirmiers, les éboueurs, les enseignants, les personnels d'accueil des crèches, les agents des supermarchés (pas seulement les caissières), les paysans, les chauffeurs routiers, les aides soignants dans les EHPAD . Les autres non.

Mais l'effondrement de l'activité de construction témoigne-t-il de l'inutilité des entreprises de ce secteur et de ceux qui y travaillent ? Non, nous en avons besoin et la « transition énergétique » ne pourra pas se faire sans une intense activité de construction et de reconstruction de logements et de bureaux qui sont des passoires énergétiques.

Faut-il souhaiter que les hôtels et restaurants que nous ne fréquentons plus disparaissent ? Je ne le pense pas. Pas plus que l'arrêt des activités de recherche scientifique ne démontre leur inutilité.

A l'inverse, le fait que les secteurs « finance-assurance » et « activités immobilières » traversent la crise sans frémir démontre-t-il leur caractère indispensable ?

La question posée est-elle la bonne ?

Personne ne défendra, je pense, à la sortie du confinement que les centaines de milliers de personnes actuellement en chômage partiel et tous les CDD et intérimaires qui n'en bénéficient pas devront y rester et s'engager dans des programmes de formation et de reconversion vers d'autres activités. Et d'ailleurs lesquelles ? Employés de plates-formes internet, magasiniers chez Amazon ou C discount, livreurs à domicile, traders, pour prendre des activités maintenues pendant le confinement ?

En réalité, à court terme des mesures de soutien massif aux entreprises de tous les secteurs à l'arrêt seront prises pour éviter leur faillite et la progression de la misère, ce qui n'interdit pas d'orienter leur activité en conditionnant les soutiens au respect de règles de production préservant l'environnement.

A long terme, les politiques publiques doivent favoriser le passage à une autre économie. Mais il faudra du temps. Parler du changement sans en décrire les étapes, les moyens, les contraintes et les leviers permettant de les lever, c'est exprimer un vœu pieux. Nous venons, en France, de passer trois ans à élaborer une Programmation Pluriannuelle de l'Energie pour 2023 et 2027. Mais il est vite apparu que cette période de temps était trop courte et l'on travaille déjà pour essayer de dire à quoi pourraient ressembler la consommation et la production d'énergie en 2050 et de définir les politiques publiques à mettre en œuvre en conséquences, malgré les incertitudes que comportent des échéances aussi lointaines.

L'échelle individuelle est complètement inadaptée pour traiter des questions de cette ampleur.

Si mes préférences individuelles devaient prévaloir, nous fermerions les magasins de vêtements ou de produits de luxe de toute nature, les boutiques d'objets de décoration et de bien d'autres produits inutiles à mes yeux. Le retour au tourne-disque et à une télévision publique avec deux ou trois chaînes ne me chagrinerait pas. Mais cette indifférence à une grosse partie de ce qu'offre le marché des biens et services actuel n'exprime que mon âge et sans doute une forme de nostalgie. Elle ne décrit pas le monde de demain et n'aide pas à faire des choix d'avenir.

D'où ma difficulté à répondre à la question suivante : Quelles sont les activités maintenant suspendues dont vous souhaiteriez qu'elles se développent/ reprennent ou celles qui devraient être inventées en remplacement ?

Je suis un mauvais candidat à cet exercice car je souhaite retrouver au plus vite la plupart des activités auxquelles j'ai dû renoncer, puisqu'il s'agit de :

- la possibilité d'aller et de venir sans contrainte ;
- rencontrer les gens que j'ai envie de voir sans contrainte et sans distanciation physique
- fréquenter une librairie ou un marché sans être canalisé par des forces de police et sans contrôle d'identité et d'autorisation de sortie ;
- recevoir mes amis à la maison ;
- aller au cinéma, au concert ou au théâtre ;
- voyager un peu ;

Je manque sans doute d'imagination mais je ne vois pas ce qui pourrait remplacer cela et je ne souhaite pas que ces activités disparaissent

Ma perplexité a augmenté à la question suivante consistant à décrire a) pourquoi les activités dont je souhaite le retour m'apparaissent positives b) comment elles rendent plus faciles/ harmonieuses/ cohérentes d'autres activités que je favorise et permettent de lutter contre celles que je juge défavorables ?

Il m'a semblé alors que le questionnaire omettait un point essentiel. Ce qui a été mis en suspension depuis le 17 mars, c'est l'exercice de nos droits fondamentaux, à commencer par la liberté d'aller et de venir, la résistance à l'oppression (au travers des lois d'exception qui donnent un pouvoir anormalement étendu aux autorités administratives), le droit de voir les gens que nous souhaitons rencontrer, le droit de manifester...

L'exercice des libertés fondamentales n'a pas à être justifié. Je sais que l'exercice de ma liberté n'est pas inconditionnel, qu'il trouve ses bornes dans la possibilité qu'auront les autres de l'exercer pareillement. De cela, je veux bien discuter. Si l'on me dit que je ne dois pas sortir de chez moi sans masque parce que je mets les autres en péril, je mettrai un masque, mais je revendique aussi que l'on me teste pour savoir si je constitue une menace pour les autres et que les autres soient également testés et sachent quel comportement ils doivent adopter. Je souhaite que nous passions d'une mesure de police générale, à une politique de santé publique reposant sur la bonne information des citoyens et faisant appel à leur responsabilité.

Pour le reste, je ne suis pas certain que ma façon de travailler pendant le confinement soit plus favorable à l'environnement que lorsque je prenais le RER tous les jours. Mes interminables journées devant un ordinateur génèrent une forte consommation d'énergie pour faire tourner à plein régime d'énormes usines de traitement de données. Les outils électroniques que nous utilisons entraînent une surexploitation de terres rares, d'eau, de transports et d'énergie qui n'a rien de comparable avec les dégâts que nous provoquons lorsque nous faisons la même chose avec un papier, du crayon, une règle à calcul et le service de la poste. Les conséquences du télétravail sur notre santé mentale et les modifications des relations sociales et de travail qu'il induit restent à étudier. Enfin, je n'oublie pas que les GAFAs sont pour le moment les entreprises qui profitent le plus de la crise, avec Tesla et quelques groupes pharmaceutiques susceptibles de mettre au point un vaccin contre le covid 19.

Le questionnaire prend ensuite un tour choquant puisqu'il me demande d'énoncer les mesures que je préconise pour aider les ouvriers/employés/agents/entrepreneurs à acquérir les capacités/moyens/revenus/instruments permettant la reprise/le développement/la création de cette activité ?

Me voici élevé au rang de DRH du pays. La démarche proposée est d'ailleurs conforme à l'analyse habituelle expliquant le chômage par l'inadaptation de la qualification de la main d'œuvre aux besoins des entreprises. Mais le chômage ne résulte-t-il pas d'abord des crises économiques répétées et de la faiblesse de la croissance économique qui conduit certains économistes à évoquer une dépression séculaire ?

Et puis, cette question souffre d'un biais économiste que j'ai du mal à accepter. Ce que je souhaite retrouver au plus vite, c'est la jouissance de mes libertés fondamentales : la possibilité de me promener

dans un bois, sur un chemin de campagne, sur une plage, de recevoir mes amis, bref de profiter d'activités qui n'ont rien d'économiques et dont je ne veux surtout pas qu'elles le deviennent.

Quelque chose ne fonctionne pas dans l'articulation entre l'échelle individuelle et collective qui nous est proposée.

Bruno Latour inscrit la démarche qu'il propose dans une sorte de prolongement des Etats-généraux de 1789. Nous en sommes pourtant loin. Dans un cas, Louis XVI voulant contraindre l'aristocratie à des réformes indispensables (il s'agissait en particulier de lui imposer de payer des impôts) a suscité un grand mouvement dans tout le pays. Le tiers Etat qui n'était rien et voulait devenir quelque chose, a utilisé cette occasion pour se regrouper, tenir des milliers de réunions locales et exprimer collectivement des aspirations traduites dans des cahiers de doléances. Ici, on nous demande de désigner parmi nos renoncements ceux dont nous souhaitons qu'ils soient définitifs, parce que le salut collectif dépend de nos renoncements individuels. Mais c'est précisément le collectif qui manque dans cette démarche.

Les éboueurs, postiers, agriculteurs, infirmier(e) s, paysans seront peu nombreux à lire AOC et à répondre au questionnaire. En pratique, la démarche proposée revient à demander à ceux qui comme moi peuvent travailler à domicile et touchent leur salaire de désigner parmi ceux dont le travail s'est arrêté et qui touchent au mieux le chômage partiel, lesquels doivent disparaître, avec des mesures d'accompagnement bien sûr.

Loin d'y voir un renouvellement de la démocratie je crains plutôt que la réflexion proposée n'en manifeste la régression. Il ne s'agit pas de l'organisation d'une délibération collective sur des solutions communes, au contraire, chacun est renvoyé à ses préférences individuelles, laissant à une autorité mystérieuse qui n'est pas désignée, le soin d'arbitrer entre elles.

L'autorité qui à toutes les chances de s'imposer comme le véritable arbitre pourrait bien être encore une fois l'économie. La crise économique violente que nous allons vivre risque de conduire à des arbitrages sévères entre les activités qui doivent disparaître parce qu'elles ne sont pas rentables et celles qui seront préservées parce qu'elles sont profitables. Il ne sera pas tenu compte des préférences individuelles et s'il n'y a pas de mouvement collectif pour s'y opposer, ce sont encore une fois les intérêts des plus faibles, qui ne sont pas nécessairement les moins utiles comme nous l'avons brutalement constaté ces dernières semaines, qui seront frappés de plein fouet.

Jean-François Collin

8 mai 2020